

Financement des programmes établis

annuel. Dans ces conditions, comment pourraient-elles compenser cette diminution des versements? Par exemple, les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard n'ont pas les moyens financiers ni l'assiette fiscale nécessaires pour assumer leur part des 6.7 milliards. Je soutiens donc que nous, au Parlement, devrions être plus généreux au lieu de restreindre les dépenses. Nous pouvons taxer tous les citoyens du pays. Les Canadiens acceptent le principe selon lequel on peut faire un apport net aujourd'hui, mais que d'ici à 25 ou 30 ans, les plus grandes ressources fiscales pourraient bien changer ou disparaître. C'est le principe même de la péréquation. Il s'applique également à ces programmes.

Je regrette que le parti libéral ait décidé de punir les jeunes du pays sous prétexte de restrictions budgétaires. Le gouvernement fédéral aurait pu épargner 6.7 milliards de dollars de différentes façons, par exemple sur les voyages par avion ou les traitements trop élevés payés aux fonctionnaires, à nous-mêmes ou à nos cadres supérieurs. Le gouvernement gaspille l'argent de bien des façons. Il y aurait lieu d'examiner de plus près les programmes auxquels nous affectons l'argent des contribuables. Malgré son énorme déficit, le gouvernement a versé 7 ou 8 milliards de dollars à une société pétrolière nationale beaucoup moins efficace que les sociétés privées et qui, en fait, a détruit des milliers de sociétés pétrolières et gazières canadiennes et des entreprises du secteur tertiaire. C'était là de la gabegie pure et simple.

● (1250)

Nous payons maintenant pour cette décision. Les libéraux ou les néo-démocrates ne s'en tireront pas aussi facilement, car si les Canadiens sont en mauvaise posture aujourd'hui, c'est à cause de ces décisions administratives qui les ont endettés.

[Français]

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots concernant ce projet de loi, après quoi j'aimerais proposer une motion.

[Traduction]

Étant la critique de mon parti dans le domaine du développement économique, j'ai un mot à dire des compressions budgétaires en matière d'enseignement postsecondaire. Comme je l'ai dit, je vais proposer une motion à la fin de mon discours.

Sauf erreur, d'ici à 1987, le gouvernement fédéral réduira ses paiements de transfert aux provinces de 5.36 milliards de dollars, tel qu'il l'a annoncé dans son budget de 1981, et d'autres réductions sont à prévoir. L'an dernier, aux termes du financement des programmes établis, le gouvernement fédéral a éliminé la garantie de recettes, d'où 1.9 milliard de dollars de moins pour l'enseignement postsecondaire. Le système d'éducation postsecondaire est déjà en mauvaise passe, et pourtant le plafonnement des 6 et 5 p. 100 imposé dans ce projet de loi entraînera une diminution de 118 millions de plus. D'après l'Association canadienne des professeurs d'université, le système est à court de 250 à 400 millions de dollars seulement pour les services essentiels comme les bibliothèques ainsi que l'aide et les services aux étudiants.

Alors que chaque circonscription libérale dispose de un demi-million de dollars—la représentante qui l'a révélé à la revue *Maclean's* est à la Chambre—pour des projets impraticables de création d'emplois à court terme, on sabre dans les fonds destinés aux universités, aux collèges et aux institutions

d'enseignement technique qui, seuls, peuvent garantir une solide reprise économique au Canada. J'ai quelque chose à dire à ce sujet-là.

Nous assistons à des réductions dans le domaine même où il ne devrait pas y en avoir, l'enseignement. Des milliers d'étudiants se voient refusés par nos universités, collèges et écoles techniques. Dans ma province, la Colombie-Britannique, 20 p. 100 des candidats ont été refusés. L'insuffisance de l'aide offerte aux étudiants aggrave encore la situation. C'est pourquoi les Canadiens pourront fréquenter les écoles supérieures selon leurs moyens financiers et non leur aptitude à assimiler l'enseignement et à en tirer profit.

En Colombie-Britannique, les subventions ont été réduites de 40 p. 100 cette année. Les frais de scolarité augmentent de 25 p. 100 à l'université Simon Fraser et de 33 p. 100 à l'université de la Colombie-Britannique. Même les étudiants de la classe moyenne sont menacés. A l'heure actuelle, même ceux qui peuvent se permettre d'aller à l'université ne pourront pas le faire parce que l'on restreint le nombre d'inscriptions. C'est la première fois que cela se produit dans l'histoire de notre pays. Notre critique en matière d'éducation, le député de New Westminster-Coquitlam (M^{me} Jewett), ex-présidente de l'université Simon Fraser, a décrit la situation en termes très éloquents. Elle fait autorité en matière d'enseignement au Canada. Elle a fait un exposé à ce sujet à la Chambre.

Je l'ai dit il y a un instant et je le répète: les jeunes d'aujourd'hui, qui sont les travailleurs de demain, ne recevront pas l'instruction ou la formation qui leur est nécessaire pour s'intégrer dans la nouvelle société technologique. C'est là la clé de la relance économique. Nous, Canadiens, sommes en pleine révolution. Nous nous dirigeons vers un nouveau schéma de société. Et nous allons produire une génération d'illettrés fonctionnels, une génération perdue pour ce genre de société. C'est ce que disait le nouveau ministre d'État à la Jeunesse (M^{me} Hervieux-Payette), et je cite:

Si nous ne réglons pas globalement le problème—au moyen d'une collaboration de tous les groupes de la société—une génération sera sacrifiée ou se rebellera. Si j'étais jeune moi-même, je ne tolérerais pas d'être tenue à l'écart des activités de la société.

Le gouvernement dont le ministre fait partie est disposé à tolérer avec des projets de loi comme celui-ci que ces jeunes soient privés du genre de formation qui leur sera nécessaire dans la société de demain.

Nous, du Nouveau parti démocratique, avons des solutions à proposer; nous avons des suggestions constructives à faire. Selon nous, notre principal objectif économique au Canada devrait être le plein emploi. Le gouvernement fédéral doit cesser de rogner sur sa part des fonds consacrés à l'enseignement postsecondaire. Il n'est cependant pas le seul à le faire. Ma province, qui a un gouvernement créditiste-conservateur très réactionnaire, réduit encore davantage les fonds destinés à l'enseignement. Elle ne transmet même pas aux établissements les fonds déjà limités que lui fournit le gouvernement fédéral. Cela a entraîné une crise. L'enseignement postsecondaire dans ma province de la Colombie-Britannique est en état de crise. D'après ce que disent d'autres députés, c'est aussi le cas dans les autres provinces, mais il y a certainement une crise en Colombie-Britannique et cela fera obstacle à notre reprise économique.

Nous proposons aussi de créer un fonds d'urgence fédéral-provincial. On pourrait commencer par y verser les 102 mil-